

SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN !

Après l'attaque aveugle menée par le Hamas sur le territoire israélien, qui a fait près de 900 morts et 2 000 blessés, tous les gouvernements des pays riches, dont ceux des États-Unis et de la France, affirment leur soutien à Israël et à son gouvernement d'extrême droite dirigé par Netanyahu. Le Hamas ne se bat en rien pour la justice sociale et l'émancipation des peuples. C'est une organisation réactionnaire et obscurantiste, parfois utilisée par les gouvernements israéliens et soutenue par d'autres tout aussi oppressifs comme la république islamique d'Iran. Le gouvernement israélien promet maintenant de faire payer « un prix sans précédent » au peuple palestinien que l'État d'Israël colonise depuis des dizaines d'années et qu'il rend maintenant responsable de la politique du Hamas.

La riposte de l'armée israélienne, suréquipée, s'annonce bien plus sanglante : lundi soir, il y avait déjà près de 700 morts à Gaza, des milliers de blessés et de sans-abris... 500 immeubles ont été détruits dans ce ghetto surpeuplé et assiégé, où la population palestinienne vit dans la misère. Et ce n'est que le début : le ministre de la Défense israélien a ordonné de couper l'eau, le gaz et l'électricité, déclarant qu'il combattait « des animaux ». Et l'État français voudrait faire taire ceux qui dénoncent l'enfer vécu par les Gazaouis. Notre solidarité sans condition va au peuple palestinien qui, depuis 75 ans, n'a connu que l'exode, la répression militaire, les ghettos de Gaza et de Cisjordanie, et la misère.

Les civils israéliens victimes des attaques et des roquettes du Hamas subissent les conséquences de décennies de cette politique raciste, ségrégationniste et colonialiste de leur État. Parmi tous ceux qui s'alignent aujourd'hui derrière Netanyahu, lesquels ont crié au « terrorisme » quand, en mai dernier l'aviation israélienne bombardait la bande de Gaza, détruisant une centaine d'immeubles et laissant 2 500 personnes sans abri ? Qui a protesté quand les bulldozers israéliens ont détruit en Cisjordanie des maisons palestiniennes pour

faire place à de nouvelles colonies israéliennes ? Et que disent-ils des représailles israéliennes contre les civils de Gaza ?

Netanyahu est contesté depuis des mois en Israël même par des manifestations massives contre son régime et ses projets autoritaristes de modifications de la Constitution. Mais elles se sont limitées à la défense de droits démocratiques pour les seuls citoyennes et citoyens israéliens. En dehors d'une petite minorité d'opposants au racisme d'État israélien, ces manifestations n'ont pas défendu les droits des Palestiniens et Palestiniennes, ni dénoncé la misère à Gaza et en Cisjordanie et les opérations militaires de colonisation dans les territoires pourtant officiellement accordés au peuple palestinien.

Tant que ce peuple sera enfermé dans les ghettos à Gaza et en Cisjordanie, tant qu'il subira destructions, occupation et massacres, le peuple israélien continuera lui aussi à vivre dans un état de guerre permanent. Un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être libre ! Netanyahu tente pourtant de faire l'unanimité derrière lui et de creuser davantage le fossé de sang entre les populations.

Il faut qu'aujourd'hui s'exprime au niveau international une solidarité contre sa politique colonialiste. Une solidarité internationale qui permette de sortir les Palestiniens et les Palestiniennes de l'isolement et d'encourager la classe ouvrière et la jeunesse israélienne à rompre avec leur État et sa politique sioniste raciste.

POUR VIVRE ET PAS SURVIVRE

Avec une inflation entre 16 % et 30 % sur un an pour l'alimentaire, l'essence ou l'énergie, la colère monte. Et ce n'est pas le bla-bla de la « conférence sociale » sur les bas salaires à laquelle Macron invite les syndicats lundi prochain qui apportera quoi que ce soit. Les profits des capitalistes, eux, dépassent ceux de l'avant-Covid : 142 milliards d'euros en 2022 pour les 40 plus grandes entreprises en France (le CAC 40), dont 80 milliards reversés en dividendes aux actionnaires. Ils ne tombent pas du ciel, c'est nous qui les créons par notre travail. Ce qu'il nous faut, c'est au moins :

- 400 euros de plus par mois à tous et toutes ;
- 2 000 euros de salaire minimum ;
- aucune pension, aucun minimum social inférieur à ce montant.

Vendredi 13 octobre, participons nombreux à la journée de grève et manifestations sur les salaires lancée par les syndicats. Le lendemain, le 14, beaucoup de collectifs de Gilets jaunes appellent à manifester contre la vie chère. Ces journées ne suffisent pas pour faire plier Macron et les patrons. Mais nous pouvons les mettre à profit pour renouer des liens, discuter des étapes suivantes, et renforcer le camp de celles et ceux qui veulent lutter. Toutes et tous ensemble, nous pouvons arracher de quoi vivre et non survivre.

DU TRI, DU TRI ET ENCORE DU TRI

Dans tous les services, les opérations de tri, décorçage, retravail se multiplient et ne désemploient pas. Les machines sont à bout de souffle et le manque d'investissement nous amène à faire des tâches particulièrement ingrates et absurdes depuis bien longtemps : faire pour mieux défaire et refaire. Conséquence d'un système capitaliste où l'humain compense les machines défilantes !

LE TRAVAIL TUE : 700 MORTS PAR AN

Chaque jour en France, deux personnes meurent au travail. Et c'est un chiffre qui menace d'empirer, tant la pression sur les conditions de travail s'aggrave. Le gouvernement annonce une campagne de prévention. Mais ce sont toutes les lois « travail » de ces dernières années qui ont entraîné ces dégradations profitant financièrement au patronat et nuisant à la sécurité des travailleurs. La sous-traitance en cascade, le travail en intérim, détaché, sans parler des salariés en situation de non-droit, le gouvernement s'en lave les mains. Et les statistiques ne tiennent pas compte des camouflages, sous-déclarations et postes aménagés bidons, qui sont autant d'économies pour les entreprises.

TERRAIN POLLUÉ : QUI VA PAYER ?

Lors de sa filialisation, Cenexi a hérité des terrains de Roche dont une partie est désormais inutilisée, et nous étions nombreux à nous demander ce que la boîte allait en faire : 20 000 m² en plein Fontenay, il y a de quoi aiguïser les appétits ! Mais il s'agit en réalité d'un cadeau empoisonné car avec le terrain, Roche a aussi légué sa pollution ; c'est ballot pour la mairie qui compte y construire une école. Maintenant, Cenexi et Roche se renvoient la balle pour savoir qui va dépolluer. Premiers pour polluer, derniers pour nettoyer !

IRAN : UNE ADOLESCENTE DANS LE COMA POUR NON PORT DU VOILE

Un an après la mort de Mahsa Amini, une adolescente iranienne est actuellement dans le coma depuis le 1^{er} octobre après un tabassage dans le métro car elle n'avait pas de voile. La police des mœurs est mise en cause... Toujours est-il que le régime a aussitôt arrêté sa mère pour obtenir un faux témoignage disculpant les autorités. Depuis le dernier soulèvement, beaucoup de femmes refusent courageusement de se voiler. Malgré une répression impitoyable, les protestations continuent. Quand elles passeront de la désobéissance individuelle à la structuration, une nouvelle vague de révolte pourra balayer le hijab... et le régime.

UNE HAUSSE QUI CACHE... UNE BAISSÉ

Les allocations d'aide au logement (APL) ont augmenté de 3,5 % en Métropole au 1^{er} octobre. Comble d'ignominie et de mépris, dans les départements et territoires d'outre-mer, ce chiffre est limité à 2 %. De son côté, l'inflation s'établit à près de 5 % depuis un an. Les APL continuent donc de perdre de la valeur. Loin de l'objectif affirmé par Macron il y a longtemps (mais qui s'en souvient ?) d'assurer un logement à tous et toutes, cette augmentation mesquine est en réalité une attaque supplémentaire visant le budget des plus pauvres.

« ONET MALHONNÊTE » : QUATRIÈME SEMAINE DE LUTTE !

Les agentes et agents d'entretien hospitalier de l'entreprise de sous-traitance Onet à Montpellier poursuivent la grève face à leur direction qui refuse toujours toute discussion sur une prime équivalente au 13^e mois. Un rassemblement de soutien a eu lieu jeudi 5 octobre devant la préfecture et un comité de soutien a commencé à se mettre en place pour militer pour la caisse de grève sur les marchés et organiser des événements de soutien. Leur caisse de grève est également disponible en ligne et en est aujourd'hui à plus de 5500 euros.